

"Les faits contre le ressenti ?"... Plutôt, le ressentiment des "fact-checkers" contre les faits !



La mode actuelle des chasseurs d'erreurs œuvrant dans les médias est à la séparation entre ce qui appartient au domaine du ressenti, sans fondement raisonnable, et ce qui est mesurable, de préférence par des chiffres. Encore faudrait-il que ces derniers aient été élaborés correctement, et exercice plus difficile encore, interprétés avec la rigueur que leurs auteurs prétendent offrir.

Avec Christophe de
Voogd

Un thème gagne chaque jour en force dans le débat national : les "faits" observables divergeraient du "ressenti" de la population. Des "fact-checkers" qui donnent le "la" de la vérité dans tant de médias, au "bingo" de Noël (pardon, des "fêtes de fin d'année") du gouvernement, en passant par la polémique Caron/Polony à la télévision sur les chiffres de la délinquance, tous les sujets économiques et sociaux donnent matière à opposer "la vérité des chiffres et des faits" au "sentiment" de la population.

A priori, il y aurait de quoi se réjouir de cette protestation légitime de l'esprit d'une nation glorieusement cartésienne et toujours "à la poursuite du mensonge et de l'erreur".

Hélas, rien n'est moins sûr. L'on pourrait paradoxalement assister ici à l'une des manifestations les plus éclatantes de la dérive totale de notre esprit critique... au nom même de ce dernier ! Car, si les plus dangereuses perversions religieuses sont celles qui se réclament de la fidélité absolue aux textes sacrés, **les plus inquiétantes manipulations intellectuelles sont celles qui se parent des atours de la raison pure**. Les sophistes se font toujours passer pour des philosophes.

Et le piège est si efficace que les défenseurs du sens commun se croient réduits à entrer dans le jeu, en se faisant (y compris dans les colonnes d'*Atlantico*...) les champions du "ressenti" contre les "chiffres" !

Mais justement : **avant de se réclamer "des chiffres et des faits", encore faudrait-il que ceux-ci soient correctement établis et correctement interprétés**. Et il y a des règles pour cela, qui sont celles de l'analyse statistique, que l'on apprenait naguère dans toutes les formations en sciences sociales. Car contrairement à un adage suspect, qui masque une véritable paresse de l'esprit, on ne fait pas "dire aux chiffres ce que l'on veut".

Dans tous les cas, je dis bien dans tous, qui ont fait polémique récemment, force est de constater la légèreté de tant de "fact checkers" improvisés qui s'assoient tout simplement sur ces règles élémentaires.

En voici 4 illustrations

1/ **Le déni pur et simple** : "cachons ces chiffres que nous ne saurions voir !" Cette **volonté d'ignorance** de données politiquement ennuyeuses a été bien illustrée par Aymeric Caron qui n'a rien dit des presque 100 000 peines de prison qui ne sont pas exécutées en France ni de la nouvelle politique pénale en matière de courtes peines (qui remonte à 2009 !). Il est vrai que Natacha Polony n'a pas su le lui rappeler... Mais, des deux, qui était le vrai "menteur" ?

2/ **La disqualification des sources gênantes** : ainsi de celles qui montrent une surreprésentation très forte de la population d'origine immigrée dans la population pénitentiaire : chiffres "partiels", "controversés" et de toutes façons "illégaux" ("pas de statistiques ethniques !"). On ne manquera de même jamais de rappeler – à tort ou à raison- que telle ou telle source ou tel ou tel think tank sont "proches du patronat ou de l'UMP" ; mais l'on se gardera bien de rappeler la proximité de telle ou telle publication ou fondation avec le PS ou les Verts...

3/ **La confusion de données hétérogènes** : sur une question concernant les *immigrés (donnée sociologique)*, on donnera des statistiques concernant les *étrangers (donnée juridique)*. *Sans compter les aléas de la définition de l'immigré : né à l'étranger exclusivement ou né en France de parents étrangers ?* **Avant de conclure à "l'immigration chance pour la France" ou à la nécessité de "l'immigration zéro", il serait bon de préciser les choses...**

4/ **La contradiction interne du raisonnement** : ainsi l'on opposera aux tenants du "lien" entre immigration et délinquance, l'absence de statistiques ethniques en France ; pour en conclure que ce lien relève donc du fantasme (fasciste bien sûr). Or en bonne logique, si "les chiffres n'existent pas", cette conclusion-là est aussi impossible que l'inverse ! Mais ici encore la droite aurait tort de se réjouir trop tôt : **corrélation entre deux phénomènes ne signifie pas causalité**. Le travail d'interprétation des données, indispensable pour mettre à jour les vraies causalités, toujours plurielles, ne fait que commencer !

Plutôt donc que d'opposer les "vrais chiffres" et les "vrais faits" au ressenti populaire, il serait temps de s'aviser que le peuple d'un vieux pays démocratique comme le nôtre mérite mieux que ces tours de passe-passe . **Il dispose d'une certaine "compétence morale", comme disait Raymond Boudon, qui l'empêche de prendre sans cesse des vessies pour des lanternes : quand les tarifs de la SNCF augmentent près de 5 fois plus que ceux des autoroutes, il n'est pas sûr qu'il soit convaincu par une même ministre (Ségolène Royal) qui approuve la première hausse et se scandalise bruyamment de la seconde ! Quand trois attentats sont commis en trois jours, il n'est pas sûr qu'il se contente d'y voir autant d' "actes isolés de déséquilibrés" : Adolf Hitler était-il si "équilibré" ? Inversement, face à deux grèves apparemment semblables dans les transports aériens, il fait très bien la différence entre égoïsme corporatiste (Air France) et revendications légitimes (Easyjet).**

Les analyses trompeuses de nos fact-checkers s'expliquent à partir de deux considérations de fond: ni la droite ni la gauche (encore moins l'extrême droite et l'extrême gauche !) n'ont intérêt à faire état de chiffres et de faits qui risquent fort de déranger leurs certitudes. Notre culture dominante - tant pis pour Descartes - est fondamentalement littéraire et politique (au mauvais sens des deux termes). Opinion plus qu'investigation, court terme plus que longue durée, nombrilisme hexagonal plus que comparaison internationale. Nous n'en prendrons qu'un exemple : l'enquête de l'OCDE de 2013 sur le rapport coûts / bénéfiques de l'immigration montre que celle-ci présente un solde négatif pour les comptes publics de 2000 euros par ménage et par an. Pire encore, le différentiel avec la contribution nette d'un ménage natif (+ 2000 euros par an et par ménage). Et pan sur "l'immigration chance pour la France" ! Mais les ménages qui dégagent le solde le plus positif sont les ménages mixtes (un Français de souche, un/une immigré(e). Et pan sur "l'immigration zéro" !

En fait, ce à quoi nous assistons c'est à l'expression, non pas d'un divorce entre les "chiffres vrais" et "le ressenti populaire", mais entre le ressenti de certaines élites et les réalités, heureusement surprenantes et complexes, de notre société.